



## Revue de l'actualité

### Éditorial

#### CONTROVERSE MINIÈRE AU GUATEMALA

Par Karen Hamilton

Il n'est pas surprenant que l'ambassade canadienne au Guatemala promeuve avec autant de verve l'exploitation minière comme voie de développement économique lorsqu'on sait que huit des onze entreprises minières étrangères travaillant au Guatemala sont canadiennes (1). Ce qui est par contre surprenant, ce sont les contradictions dans le discours de l'ambassade. Alors que l'ambassadeur canadien au Guatemala, James Lambert, présente publiquement le Canada comme étant « l'un des plus responsables socialement et environnementalement » (2), il rejette systématiquement les inquiétudes légitimes concernant les effets environnementaux et sociaux de l'exploitation minière en les qualifiant de « mal informées » (3).

Au cœur du débat sur l'exploitation minière au Guatemala se trouve la compagnie *Montana Exploradora*, propriété de *Glamis Gold* Limitée, dont le siège est situé aux États-Unis, qui est également incorporée en Colombie-Britannique et dont les actions sont cotisées à la Bourse de Toronto. *Montana Exploradora* a commencé la construction et l'opération d'une mine d'or et d'argent, à ciel ouvert et souterraine, utilisant le cyanure pour séparer les métaux de la roche. La mine Marlin se trouve dans San Miguel Ixtahuacan, un district municipal habité en grande partie par les peuples autochtones *Mam* et *Sipacapa*, au sud-ouest du département de San Marcos. La Société financière internationale, section de la Banque mondiale responsable des prêts au secteur privé, a prêté 45 millions de dollars pour développer le projet. Selon la compagnie, 217 000 onces d'or et 3.3 millions d'onces d'argent seront extraites annuellement pour la durée de vie de la mine, estimée à dix ans.

Les doutes au sujet de la mine Marlin sont triples. Les communautés autochtones de San Marcos ont-elles été consultées correctement avant que la compagnie ne débute ses opérations ? Les effets environnementaux et sociaux

### Dans cette revue

Éditorial : Controverse minière au Guatemala	P. 1
Entrevue avec Vinicio López du Mouvement d'ouvriers paysans (MTC) du diocèse de San Marcos:	P. 2
Communiqué : « L'industrie minière canadienne » par James Lambert.	P. 6
Chronique d'un accompagnateur par Christian Macé :	P. 6
Nouvelles du Sud :	P. 7
-Expulsion violente laisse un paysan mort	P. 7
-Manifestations contre l'activité minière	P. 8
-Complot contre Monseigneur Ramazzini	P. 9
-Mesures de précautions demandées par le PDH au CIDH	P. 9
-Rapport annuel du PDH au Congrès	P. 9
-Violation du siège de HIJOS	P. 10
-Alerte à la bombe à CALDH	P. 10
-Intimidation contre les défenseurs des droits humains	P. 10
-Dernière heure: adoption du Traité de libre-échange avec les États-Unis	P. 10
Nouvelles du Nord :	P. 10
Ont participé à cette revue :	P. 12

ont-ils été évalués adéquatement ? La mine Marlin est-elle un projet de développement durable qui reflète les besoins sociaux des habitants de San Marcos ?

Sur ces trois fronts, l'ambassade canadienne s'est avérée être la meilleure alliée de la compagnie, défendant publiquement la légalité des opérations de *Glamis Gold* et rassurant les Canadiens inquiets en leur disant que « le Canada a travaillé sans relâche pour la défense des droits de la personne » et que l'ambassade du Canada a voulu s'assurer que les compagnies minières canadiennes « respectent totalement leurs responsabilités sociales et environnementales de bons citoyens corporatifs, au-delà des normes nationales usuelles » (4). James Lambert a déclaré à plusieurs reprises que l'opposition à l'exploitation minière était due à « beaucoup de rumeurs, beaucoup de spéculation et de mauvaise information circulant dans les médias » (5).

Cependant, malgré l'assurance de James Lambert, il existe

de l'information claire, transparente et de source fiable – répondant même aux standards de l'ambassade - qui justifie l'opposition. En ce qui concerne la consultation et l'approbation du projet par les gens de San Marcos, la maison de sondage *Vox Latina* a effectué une enquête auprès de 400 habitants de San Miguel Ixtahuacan et Sipacapa, entre le 13 et le 17 octobre 2004. Le sondage, avec une marge d'erreur 5 %, rapporte que 95,5 % des répondants s'opposent à l'exploitation minière dans ces deux districts municipaux de San Marcos. 83,5 % ont répondu qu'ils croyaient que l'exploitation minière allait affecter négativement les communautés (6).

Par ailleurs, 79,29 % des répondants considéraient que l'Église catholique de San Marcos connaissait mieux les besoins et les problèmes des habitants de ces communautés que le gouvernement (7). L'ambassadeur James Lambert semble bien respecter cette appréciation. Dans une entrevue avec *Prensa Libre*, le 28 novembre 2004, quand on lui demande s'il croit que l'Église catholique est victime de désinformation, il répond : « Je ne dirais jamais cela. J'éprouve un grand respect pour l'Église catholique guatémaltèque, comme institution non seulement religieuse, mais aussi sociale » (8).

Le 28 janvier 2005, à la Conférence épiscopale du Guatemala (CEG), Monseigneur Ramazzini exigeait « l'annulation du contrat entre l'entreprise et le gouvernement ». Presque deux des trois pages de la déclaration de la Conférence épiscopale furent dédiées à l'exploitation minière. Les demandes de la CEG incluaient une réforme de la Loi sur les mines et une meilleure consultation de la population. La déclaration prévoit également « que s'abattrà sur notre Guatemala une catastrophe écologique aux dimensions imprévisibles » (9).

Pour confirmer ces inquiétudes, une analyse intitulée « Un autre pays, la même histoire », de Robert Morán, géologue et expert invité au Forum national sur l'exploitation minière, financé par l'ambassade canadienne, fait ressortir les failles de l'étude d'impact environnemental réalisée pour le projet Marlin. Cette étude, la seule qui a été conduite, a été réalisée par *Montana Exploradora* et a déjà été approuvée par le ministère de l'Environnement du Guatemala, malgré le fait qu'elle ne réponde pas aux critères généralement acceptés au niveau international (10).

Pourquoi, alors, l'ambassade canadienne continue-t-elle de défendre *Glamis Gold* ? Pourquoi le projet ne s'arrête-t-il pas pour s'assurer que cette compagnie canadienne respecte effectivement ses responsabilités sociales et environnementales ? On est en droit de s'inquiéter du fait que le travail de l'ambassade du Canada en faveur des droits de la personne se relâche lorsque les intérêts des compagnies canadiennes

sont en jeu.

#### Notes

1. Ministère de l'Énergie et des mines. « Caractérisation de l'exploitation minière au Guatemala », novembre 2004.
2. James Lambert. « Exploitation minière au Canada », *Prensa Libre*, 4 novembre 2004.
3. Citation de James Lambert, *Amfredo Castellanos*, « Entrevue : Opérations minières », *El Periódico*, 28 novembre 2004.
4. Courriel de James Lambert en réponse aux lettres de Canadiens au sujet de la mort de Juan Castro Bocel, 12 janvier 2005.
5. « Entrevue : Opérations minières », *op. cit.*
6. Alberto Ramirez, « On rejette l'exploitation minière dans San Marcos », *Prensa Libre*, 4 décembre 2004.
7. *Ibid.*
8. « Entrevue: Opérations minières », *op. cit.*
9. Martín Rodríguez P. et Gema Palencia, « L'Église demande des réformes à la Loi sur les mines », *Prensa Libre*, 29 janvier 2005.
10. Robert E. Morán, Phd., « Un nouveau pays, la même histoire : une analyse de l'étude d'impact environnemental du projet Marlin de *Glamis Gold*, Guatemala », février 2005.

## Entrevue

### CRITIQUE VIRULENTE À L'ÉGARD DE L'INDUSTRIE MINIÈRE CANADIENNE AU GUATEMALA

*Entrevue avec Vinicio López, du Mouvement d'ouvriers paysans (MTC) du diocèse de San Marcos, réalisée par Karen Hamilton, le 4 mars 2005 à San Marcos, Guatemala.*

KH : Quelle est la mission du Mouvement d'ouvriers paysans, et quel est votre fonction au sein de cette organisation ?

VL : La mission du MTC est d'accompagner le secteur paysan, dont les droits sont bafoués, et qui est abandonné depuis plusieurs années dans une crise du café. Le MTC est présent dans dix districts municipaux du département de San Marcos. Je suis en charge de la coordination de l'équipe technique.

KH : Quelle est votre opinion sur la situation actuelle en ce qui concerne l'exploitation minière au Guatemala par des entreprises comme *Glamis Gold* ?

VL : *Glamis Gold* fait partie de l'histoire de l'exploitation minière, mais aussi de l'histoire de la corruption dans ce pays. Dans les années 1990, la Banque mondiale a imposé des ajustements structurels et la privatisation dans les pays d'Amérique latine, au point où les services publics, à toute fin pratique, disparaissent. Rétrospectivement, on se rend compte qu'ils préparaient le terrain pour les traités de libre échange, le *Plan Puebla-Panamá*, et d'autres « méga projets » qui sont promus par ceux qui gèrent l'argent au niveau international.

En 1996, le ministre de l'Énergie et des mines était Leonel López Rodas, et Álvaro Arzú était président (1). L'État du Guatemala signa les Accords de paix et ratifia la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (2). À la même époque, une nouvelle Loi sur les mines fût approuvée pour promouvoir le potentiel du Guatemala en termes de ressources naturelles non renouvelables, et c'est à partir de ce moment que commencèrent à arriver les offres des compagnies multinationales (3). C'est ainsi que dès les années 1990 l'on planifiait la dilapidation de nos ressources au profit d'entreprises comme *Glamis Gold*, et malgré le fait que la Loi sur les mines violait l'esprit des Accords de paix et de la Convention 169. Maintenant, on découvre les liens entre López Rodas et les entreprises minières, et le fait qu'un ex-directeur du Conseil national des aires protégées (CONAP) soit gérant de l'entreprise *Montana*, propriété de *Glamis Gold* (4).

KH : Quel type de consultation a réalisé l'État auprès des peuples de San Marcos ?

VL : Aucune. Ici, l'indépendance des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires n'existe pas. En fait, plus qu'un « État », nous avons un « gouvernement », et le gouvernement actuel promeut l'exploitation minière comme option pour le développement des hautes terres [*ndt* : *Altiplano*]. Ce qui nous inquiète, c'est donc que nos défenseurs d'office fassent partie de l'entreprise.

KH : Y a-t-il eu un processus de consultation de la part de l'entreprise ?

VL : Légalement, la consultation doit être réalisée par l'État. Mais, pour nous, cela devrait aussi faire partie de l'éthique de l'entreprise. Nous avons révisé la

consultation que *Glamis Gold* dit avoir fait, et c'est à la fois un manquement à la vérité et un acte de mauvaise foi. Un manquement à la vérité parce qu'on y dit qu'il y a, dans San Marcos, une foule de peuples autochtones qui ne sont pas productifs et qui sont heureux de l'implantation de la mine, qu'il y a eu consultation, qu'il y a eu des kiosques d'information, et c'est absolument faux. *Glamis Gold* a agi de mauvaise foi parce que, dans les listes qu'elle a présentées, y apparaissent des gens qui disent qu'ils n'ont jamais été consultés. Dans certains cas, ces gens sont allés visiter le site et ont signé le livre de visites sans savoir qu'il s'agissait en fait des livres de consultation selon *Glamis Gold*.

KH: Quels sont les doutes et les demandes de ceux qui s'opposent à l'exploitation minière ?

VL : D'une part, la population ne s'était pas informée sur les effets du cyanure et des dangers qu'il représente sur un territoire comme le nôtre, d'origine volcanique, rempli de sources sulfuriques, où l'eau est rare, où il y a des problèmes sismiques, qui est assis sur trois plaques tectoniques, et que l'entreprise ira s'installer à la tête du réseau hydraulique d'un grand nombre de districts municipaux de San Marcos et de Huehuetenango.

D'autre part, l'entreprise arrive avec un concept de propriété privée sur un territoire où il n'y avait auparavant qu'un concept de « possession ». Les gens ne savaient pas que leur terrain avait une grande valeur. Il n'est pas seulement question d'or. Nous parlons de la terre, qui est pour les autochtones la *madre tierra* (terre mère). Sans la terre, un autochtone meurt. Nous parlons de l'eau et de son importance pour un système d'agriculture de subsistance. Nous parlons aussi de la forêt et de son importance spirituelle. Les gens disent : « Nous ne pouvons pas vendre notre terre pour quelques *quetzales* (*ndt*: devise du Guatemala) si nous n'allons rien retirer de la richesse qu'ils vont en extraire. » Maintenant, ce ne sont plus les Espagnols qui volent nos ressources, mais les Canadiens.

KH : Comment s'est organisée la résistance ?

VL : Au niveau du département de San Marcos, principalement dans San Miguel Ixtahuacán et Sipacapa, nous avons créé un espace d'échanges qui s'appelle le « Front pour la vie ». Les communautés constituent le moteur – nous ne faisons rien si les communautés ne veulent pas. Au second niveau, il y a des instances régionales comme le MTC, une organisation

culturelle autochtone, la Pastorale de la terre, une organisation de femmes et quelques ressources techniques. Au troisième niveau, il y a les organisations nationales. En 2003, nous avons fait des alliances avec *Madre Selva*, qui s'occupe du thème environnemental; l'Association de *El Estor* pour le développement intégral (parce que ce qui se passe dans San Marcos arrive aussi partout) ; et avec le Centre pour l'action légale environnementale et sociale, qui s'occupe du thème légal. Au quatrième niveau, il y a la solidarité nationale et internationale, et nous y retrouvons le Comité pour la justice sociale du Canada et des alliés d'Europe et du Japon.

KH : Quelle est votre impression de l'ambassade canadienne et la promotion qu'elle fait de l'exploitation minière au Guatemala ?

VL : Un pays comme le Canada devrait avoir honte d'avoir un ambassadeur comme ce James Lambert, d'abord pour l'arrogance avec laquelle il agit, et ensuite pour tous les mensonges qu'il publie dans la presse avec l'argent de l'ambassade canadienne. À propos des mensonges, nous détenons certaines informations à propos de l'exploitation minière et des peuples autochtones au Canada, et tout n'est pas comme dans l'histoire que raconte ici Lambert. Selon ce qu'il a publié dans *Prensa Libre* (voir communiqué ci-joint, en page 5), 1200 groupes autochtones se sont développés grâce à l'exploitation minière, mais selon les organisations canadiennes, il n'y en aurait même pas 20. De plus, l'ambassade canadienne a invité le chef Phillip Asp pour parler au Forum national sur l'exploitation minière (5). Par la suite, on apprend que monsieur Asp était en train de se faire expulser par sa communauté pour avoir vendu les ressources de son peuple sans l'avoir consulté (6).

KH : Selon vous, quelle devrait être la responsabilité de l'ambassade canadienne ?

VL: L'intégrité de l'ambassade est en jeu. Je n'arrive pas à comprendre ce qu'a dit monsieur Lambert; selon lui, le Canada a progressé de la même façon en matière de droits humains qu'en matière d'exploitation minière, alors que maintenant le gouvernement du Canada ne peut pas dire à son entreprise, « un moment, cette question a déjà causé mort d'homme, d'un homme autochtone » (7). Ce n'est pas comme ce que disent l'entreprise et l'ambassade. Ce n'est pas un paysan qui est mort. Non. C'est un autochtone *Kakchiquel* qui est mort. Ce ne sont pas les paysans qui s'opposent à l'exploitation minière, ce sont les *Kak-*

*chiquels*, les *Quichés*, les *Mames* et les *Sipacapas*. Mais le gouvernement et l'ambassade essaient de faire disparaître les peuples autochtones.

KH: Y a-t-il eu un suivi de la mort de Raúl Castro Bocel?

VL : Le Front pour la vie demande que les gens de Sololá s'impliquent d'avantage dans ce cas. Pour nous, l'organisation au niveau national ouvre les portes à la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour ce qui a trait à l'installation du projet de *Montana* à San Marcos, mais il est également nécessaire d'inclure le cas de Raúl Castro Bocel, pour avoir été assassiné par les autorités.

KH: Quels sont les intérêts guatémaltèques derrière l'exploitation minière ?

VL : Il y a plusieurs rumeurs que des investisseurs et des gens du gouvernement sont actionnaires de *Montana Exploradora* – ou des membres de leurs familles. D'un autre côté, une entreprise qui va faire des profits de près de 1 100 millions de dollars, compte tenu du niveau de corruption dans ce pays, peut facilement acheter un fonctionnaire.

KH: Qu'est-ce que la Commission de haut niveau qui a été formée en février ?

VL: Le MTC fait partie de la Commission, dont le mandat est de préparer une proposition de loi. Le gouvernement a dit : « assez de critiques, nous voulons des propositions ». Mais je ne crois pas qu'il y ait une volonté réelle de la part du gouvernement de faire un travail sérieux avec cette commission. Nous n'avons pas de pouvoir légal, ce qui signifie que nous pouvons élaborer une excellente proposition, pour qu'elle soit simplement rejetée au Congrès. Espérons que cette commission ne sombre pas dans l'oubli, dans le seul but de nous épuiser et de faire gagner du temps à l'entreprise et au gouvernement. À mon avis, nous devons aussi élargir la commission pour y inclure des représentants des peuples autochtones, qui n'ont pas été invités jusqu'à présent.

KH: Une critique courante veut que les opposants à l'exploitation minière s'opposent au développement. Le MTC a-t-il une proposition alternative de développement ?

VL : Si le développement c'est l'exploitation minière, nous sommes contre le développement. Mais ce qu'il faut réellement considérer, c'est le modèle de développement que nous voulons comme pays, comme peuple.

Mais un modèle, encore une fois, d'exploitation et d'extraction de ressources, d'exportation de matières premières, ce n'est pas réellement un modèle. Ce qui nous fait poser la question : Qu'est-ce que le développement ? Une meilleure qualité de vie n'a pas seulement à voir avec la quantité de biens matériels. Cela devrait aller plus loin et prendre en considération notre relation avec notre environnement naturel.

Notre proposition de développement passe par une exploitation agro-forestière qui nous permettrait de nous insérer dans les chaînes de production tout en produisant notre alimentation. Ça, c'est durable. D'autre part, c'est l'obligation de l'État de venir ici et de proposer des alternatives. On ne peut pas exiger d'une population exclue, marginalisée et appauvrie qu'elle fasse des propositions.

KH : Est-ce dangereux d'être opposé à l'exploitation minière ?

VL : Il y a beaucoup de pression. Les dirigeants qui travaillent avec nous reçoivent des menaces téléphoniques anonymes et il y a eu des tentatives de les convaincre en les désinformant. C'est une situation assez difficile et certains dirigeants se désespèrent.

KH: Quelles sont les sources de ces menaces selon vous ?

VL : Si nous nous opposons, qui est en faveur ? Je ne vois que le gouvernement et les entreprises. Qui a l'argent pour payer ceux qui font les menaces ? L'entreprise.

KH: Qu'attendez-vous de la part de la communauté internationale qui veut se solidariser avec le MTC ?

VL: Premièrement, il faut faire un travail d'information auprès du public canadien, pour qu'il connaisse le comportement de ses entreprises hors Canada. Ensuite, il faudra penser à protéger certains dirigeants qui devront peut-être abandonner le pays à cause de la répression. Troisièmement, au niveau financier et technique, nous avons déposé des demandes de financement pour obtenir l'appui de personnes spécialisées qui puissent former nos dirigeants en supervision environnementale. Si les mines de *Glamis Gold* s'installent, nous allons devoir effectuer une surveillance plus large que ce que nous promettent le gouvernement ou l'entreprise. Nous parlons de long terme : si les mines de charbon en Hollande sont fermées depuis cinquante ans et causent encore de la pollution, quels seront les effets d'une mine à ciel ouvert utilisant du cyanure ? En ce qui concerne no-

tre proposition de développement agro-forestier, nous avons besoin d'appui technique pour les études préliminaires d'investissements. Finalement, comme organisation guatémaltèque sans ressources financières, nous allons avoir besoin d'appuis pour diffuser notre position, qui est la suivante : l'or ne va pas disparaître. Pourquoi ne pas prendre le temps nécessaire pour penser à long terme et nous préparer techniquement pour nous assurer que les bénéfices de notre « développement » restent vraiment aux guatémaltèques ?

#### Notes

1. López Rodas fût candidat présidentiel du Parti de Avancée Nationale (PAN) aux élections de 2003.
2. Les principaux fondements de la Convention sont destinés à protéger les droits des peuples autochtones en ce qui concerne les traditions et le droit autochtone, et à assurer leur participation dans les décisions qui affectent leurs terres.
3. Décret 48-97.
4. Milton Saravia, gérant exécutif de *Montana Exploradra*, fût directeur du CONAP en 1993.
5. Le Forum national sur l'exploitation minière, financé en grande partie par l'ambassade canadienne, a eu lieu les 1er et 2 décembre 2004.
6. Phillip Jerry Asp, un dirigeant de la nation *Tahltan*, représentait l'Association autochtone canadienne et le thème de son exposé était « L'exploitation minière et le développement communautaire ». Selon un communiqué de presse publié le 25 décembre 2004 au Canada, trente-cinq anciens de la nation *Tahltan* occupèrent son siège pour exiger la démission de Asp pour avoir négocié plusieurs nouveaux projets d'exploitation minière sur le territoire ancestral sans consulter sa communauté.
7. Le 11 janvier 2005, quelques 1500 soldats et approximativement 300 agents de police dispersèrent violemment une manifestation contre le transport d'une pièce d'équipement destinée à la mine de *Montana*, provoquant la mort de Raúl Castro Bocel.

## Communiqué :

*Industrie minière au Canada : « Tout comme le Guatemala, le Canada est reconnu à travers le monde pour sa richesse en ressources naturelles. » Par James Lambert. Prensa Libre, publié le 4 novembre 2004.*

Est-il possible qu'un pays considéré comme l'un des plus responsables en ce qui a trait aux questions sociales et environnementales – classé parmi les premiers selon l'indice de développement durable- soit aussi un pays dont l'économie repose grandement sur l'exploitation minière, avec des recettes de 41.1 milliards de dollars?

Eh bien oui ! Ce pays, c'est le Canada! Étant au fait du débat entourant les impacts de l'exploitation minière au Guatemala, débat impliquant plusieurs compagnies canadiennes, je crois qu'il est utile d'observer quel profil a eu l'exploitation minière au Canada.

Tout comme le Guatemala, le Canada est reconnu à travers le monde pour sa richesse en ressources naturelles. Bien que nous ayons su en tirer des bénéfices dans le domaine touristique, nous avons également développé un des secteurs les plus rentables et spécialisés de l'économie canadienne en exploitant ces mêmes forêts, ressources aquifères, métaux et minéraux.

L'importance des ressources naturelles dans le développement économique d'un pays est indéniable. Cependant, la maximisation de cet énorme potentiel de croissance repose sur la manière d'intégrer tant les considérations sociales, économiques qu'environnementales; c'est-à-dire en prenant en compte les intérêts de tous les secteurs affectés par leur exploitation.

Ce processus d'intégration doit également reposer sur le concept de première importance qu'est le développement durable. Cette conception du développement s'exprime à travers le slogan de notre ministère des Ressources naturelles et de la Faune, « Ressources naturelles du Canada : pour aujourd'hui et pour demain ».

Au Canada, l'exploration et l'exploitation minière sont pratiquées dans toutes les provinces et territoires, générant ainsi des dividendes tant économiques que sociaux pour plusieurs communautés, dont près de 1200 communautés autochtones.

À travers l'application des mesures reliées au développe-

ment durable, ces communautés participent à la création des infrastructures économique, sociale et culturelle nécessaires pour assurer leur futur et celui de leurs enfants.

Depuis toujours, le Canada a été, et continue d'être un pays reposant grandement sur les mines. Tout au long de 150 ans d'histoire d'exploitation minière, nous avons réussi à devenir un des administrateurs, promoteurs et exportateurs de ressources naturelles les plus «intelligents» du monde.

Aujourd'hui, les entreprises canadiennes sont à l'avant-garde de la technologie de pointe, tout comme de la protection de l'environnement et de la responsabilité sociale dans le domaine minier. C'est pour ces raisons que ces entreprises sont à la tête de la majorité des opérations minières qui comptent parmi les plus grand succès actuels de ce monde.

Je vous invite à visiter notre site internet au : <http://www.guatemala.gc.ca>.

## Chronique d'un accompagnateur

*Par Christian Macé, accompagnateur de décembre 2004 à mars 2005.*

C'est du département de Chimaltenango et d'un petit village montagnard de la campagne guatémaltèque que s'écoule l'encre qui constitue la première ébauche de ce texte. Cet article ne sera point politique, il ne vise qu'à partager un point de vue essentiellement personnel venant de mon expérience de vie comme accompagnateur dans une culture et un lieu tant éloignés de chez nous.

Ici-même, la conception du travail est différente. Les gens jouissent du résultat tangible de leurs efforts, ils travaillent souvent pour eux-même, c'est-à-dire sans patron. Majoritairement, le travail de l'homme est de travailler au champ pour la récolte du maïs, des fèves, du café et des courges : parfois sur leur propre terre et, dans le pire des cas, sur une terre louée. La femme est en charge de la maison, de la cuisine, du lavage et des enfants. Dans certains cas, le lavage doit se faire à plus de trente minutes de marche intensive et l'eau de la maison doit être transportée du même lieu (!). Elles tissent aussi leurs vêtements traditionnels. Souvent, la source d'argent vient de la vente d'une partie de leur récolte et de leurs tissages. Aussi, le revenu de certaines familles peut venir d'un ou de plusieurs de leurs membres qui travaillent à la capitale ou aux États-Unis. Cela dit, quoique

différent, le travail est dur : peu de répit et peu d'argent. La pauvreté économique est là, mais la pauvreté de l'âme, malgré le faible niveau d'éducation, n'est, à mon sens, pas plus présente que chez nous. Les familles sont grandes et plus unies. Les gens aimeraient presque tous vivre aux États-Unis où la vie y est certainement plus facile, mais, si je peux me permettre, où les gens ne sont pas nécessairement plus heureux et où un sentiment d'insatisfaction quelconque existe tout autant.

Nous pouvons voir la force des gens que nous accompagnons. Certains ont à peine eu le temps de se remettre du tremblement de terre de 1976 qui a anéanti les maisons et tué une partie de la population, que, six ans plus tard, un autre cataclysme a frappé, mais cette fois-ci, fruit de la répression militaire. Celui-ci a massacré familles et amis en plus d'avoir éliminé maisons, bétail et autres possessions. Ils ont dû fuir dans les montagnes, cachés et sans ressource jusqu'à une année. Plusieurs semblent s'être remis de tout cela et continuent de lutter pour la vie et la justice. C'est de cette lutte pour la justice, de l'appui moral et de la présence internationale comme force de dissuasion contre la répression, que prend sens notre présence dans des lieux qui ne verraient pas autrement la présence d'étrangers.

Quoique différents pour chacun, quelques défis s'imposent à nous (accompagnatrices et accompagnateurs) : réduire les besoins créés par notre culture à nos véritables besoins qui sont, par exemple, l'alimentation et la santé; s'adapter à leur façon de s'alimenter, car nous mangeons dans les familles, et cela tant sur le plan digestif que psychologique; dire adieu à notre cercle de relations pour un certain temps; apprendre à vivre en permanence avec notre collègue de travail que nous ne connaissions point auparavant; nous conformer aux engagements et à notre rôle que nous conservons en permanence et qui nous imposent un mode de vie, restreignant ainsi notre liberté; lutter contre le sentiment d'inutilité qu'on peut ressentir, car nous devons nous voir comme une infime partie d'un large processus de lutte contre l'impunité dont les résultats concrets ne sont que globaux et non directement palpables.

Même si elle est possiblement difficile, cette expérience s'avère très riche. Tout en participant à la lutte pour les droits humains, nous nous trouvons dans une situation privilégiée pour connaître la culture rurale du peuple maya. Il y aurait tellement davantage à dire. L'expérience est à vivre et l'important est que, de tous les défis à surmonter, nous ne pouvons qu'en sortir considérablement grandis.

## Nouvelles du Sud

*Les articles contenus dans cette section sont tirés des nouvelles d'information du Centre d'études du Guatemala (CEG) du mois de janvier 2005.*

### Une expulsion violente à Sololá laisse deux (1) paysans morts

Mardi le 11 et mercredi le 12 janvier 2005, à l'endroit connu comme *Los Encuentros*, Sololá, un contingent composé de mille cinq cents éléments des Forces spéciales de la Police nationale civile et appuyés par trois cents membres de l'armée, tenta d'expulser des milliers de paysans qui bloquaient le passage à un cylindre d'une cinquantaine de tonnes et d'environ six mètres de diamètre de l'entreprise *Montana*, utilisé pour l'exploitation minière. Ayant recours à des bombes lacrymogènes et aux armes à feu, l'intervention policière eut pour résultat deux personnes mortes (1), une vingtaine d'autres blessées et intoxiquées, et quatre policiers gardés temporairement en otage.

Pendant que le président de la République, Oscar Berger, insistait pour que la machinerie arrive à destination et que toute protestation s'inscrive dans l'état de droit, les voisins et voisines du département exigeaient du mandataire qu'il dialogue avec la population pour éviter des conséquences lamentables.

La mairesse autochtone de Sololá, Dominga Vásquez, dénonça la présence d'un groupe de personnes armées étant étrangères au mouvement pacifique initié par les paysans.

Le ministre de l'Intérieur, Carlos Vielmann, présenta mardi seize accusations contre les supposés dirigeants des soulèvements, et ajouta que, depuis plus de quarante jours, l'on tentait par l'entremise du gouvernement départemental, de la secrétaire exécutive à la présidence, des chefs policiers des lieux et du ministère de l'Énergie et des mines, d'arriver à un accord avec les paysans dirigeants de Sololá. Vielmann rendit responsable la mairesse Dominga Vásquez comme faisant partie des seize leaders accusés de diriger les insurrections.

Pendant ce temps, le cylindre de cinquante tonnes se rendait à destination.

Le conseil exécutif du parti de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) souligna, dans un communiqué de presse en date du 11 janvier, que les événements

survenus à Sololá annonçaient la direction et la forme avec lesquelles le gouvernement était disposé à passer outre toute forme d'expression revendicatrice de la population.

L'emploi de formes autoritaires dans la conduite politique et l'imposition de mesures anti-populaires et répressives menant à des fins tragiques, telle la récente intervention de l'armée, constituent une grave erreur politique du gouvernement et viole la convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'esprit de l'Accord sur l'identité et les droits des peuples autochtones et exprime enfin le mépris envers la volonté et les droits des communautés.

En réaffirmant son appui aux luttes populaires, l'URNNG exige la mise sur pied d'une table de négociations pour que soient pris en compte l'opinion, les intérêts et les besoins des communautés autochtones.

Diverses organisations sociales, environnementales et de défense des droits humains manifestèrent mercredi le 12 janvier leur non-conformité à l'égard de la réponse violente et autoritaire que le gouvernement de Oscar Berger donna aux demandes des peuples mayas qui s'opposent à l'activité minière. Le Front national de résistance à l'industrie minière à ciel ouvert formula ses critiques face à l'incapacité du gouvernement à dialoguer et à écouter les communautés guatémaltèques, et contre son attitude de défenseur et de porte-parole des intérêts des multinationales d'extraction.

Le président Oscar Berger et le vice-président Eduardo Stein annoncèrent lundi le 17 janvier que des consultations seraient tenues et qu'une supervision serait assurée pour le projet minier *Marlin*, à San Marcos.

Stein assura qu'à San Marcos se tiendraient des réunions avec les représentants des populations, et affirma que si les communautés ne voulaient pas de développement minier, celui-ci n'aurait pas lieu.

Néanmoins, ils précisèrent que dans le cas de l'entreprise *Montana*, celle-ci reçut une concession du gouvernement antérieur qui ne serait pas soumise à une consultation publique.

L'évêque de San Marcos, Alvaro Ramazzini, dit ne pas voir de solution possible à la problématique engendrée si le pouvoir exécutif n'accepte pas les points de vue de la population plus pauvre. Il alléguait que si le gouvernement maintenait sa position, la polarisation entre les guatémaltèques pourrait alors augmenter. Ramazzini affirma que le gouvernement actuel n'avait pas un leadership qui pouvait aider à la réconciliation nationale et critiqua qu'il existait encore

des personnes ayant un tel attachement pour l'argent et pour leur bien-être qu'elles oubliaient qu'il y a toujours des millions de personnes qui souffrent.

Berger, qui avait assuré que le thème de l'exploitation minière était clos, invita l'évêque Ramazzini à faire partie d'un organe contrôleur de l'exploitation et qui éventuellement préviendrait les dommages. Monseigneur espère seulement que cette déclaration se concrétisera.

1. Note du traducteur : Nous apprîmes par la suite que l'événement de Sololá ne causa la mort que d'un seul paysan.

### **Des milliers de personnes manifestent leur opposition à l'activité minière dans le département de San Marcos**

Le jeudi 27 janvier 2005, des milliers d'habitants, paysans, indigènes, syndicalistes, femmes et membres de communautés religieuses catholiques et évangéliques se sont rencontrés à l'occasion de la « Marche pour la vie » (*Marcha por la Vida*). Leurs demandes se concentrèrent principalement sur l'opposition à l'activité minière à ciel ouvert, qui cause de graves dommages à l'environnement, en plus de constituer un pillage « légal » des ressources naturelles.

Cette marche débuta face au cimetière général de la capitale du chef-lieu départemental de San Marcos et se termina en face du *Palacio Maya*, où se trouvent les bureaux du gouvernement. Y participèrent les citoyens des différents districts municipaux du département, ainsi que ceux de Quetzaltenango et du *Quiché*, et des activistes de la capitale.

La manifestation avait à sa tête Monseigneur Alvaro Ramazzini, évêque du diocèse de San Marcos, et a été réalisée afin de rejeter l'exploitation minière à ciel ouvert à San Miguel Ixtahuacán et Sipacapa, dans le département de San Marcos. Cette exploitation, dont le but est l'extraction d'or et d'argent, est réalisée à l'aide d'explosions de dynamite et d'utilisation de cyanure.

À la démarche s'est également joint Vitalino Similox, représentant de la Conférence des églises évangéliques du Guatemala (CIEDEG). Ce dernier a signalé que les activités minières à l'intérieur du pays étaient du ressort de tous les guatémaltèques et non seulement des compagnies multinationales et du gouvernement. Ainsi, il a fait remarquer la nécessité d'une consultation afin que la population puisse exprimer son accord ou son refus quant à l'exploitation minière.



Le directeur de la Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits de la personne (COPREDEH), Frank La Rue, a affirmé que le gouvernement d'Oscar Berger convoquerait les habitants de San Marcos à une consultation, afin de déterminer si ces derniers acceptent la poursuite du projet d'exploitation minière, développé par l'entreprise *Montana Exploradora*.

Vendredi le 28 janvier, la Conférence épiscopale du Guatemala (CEG) a émis un communiqué dans lequel elle réitérait la nécessité de consulter la population à propos de son consentement au projet d'activité minière et a invité les citoyens et les organisations civiles à se prononcer sur ce thème. Après leur assemblée plénière annuelle, les évêques ont réitéré leur ferme opposition à l'exploitation minière à ciel ouvert et ont souligné que leur priorité serait de modifier la loi qui réglemente les concessions.

Dimanche le 30 janvier, le cardinal Rodolfo Quezada a réaffirmé, au cours de l'homélie d'une messe qu'il célébrait, que la population indigène n'en était pas une de seconde classe, qu'elle devait être respectée et qu'elle était en droit de s'exprimer sur ce thème. Le cardinal s'est montré reconnaissant quant à la création de la Commission de haut niveau qui tentera de modifier la législation minière. De plus, il a défendu Ramazzini, qui est à la tête de l'opposition à l'activité minière et a déclaré : « Je ne peux pas tolérer qu'on dise des faussetés à son sujet, qu'on le qualifie de communiste ou qu'on l'insulte par Internet ».

### **Un ex-membre de l'EMP aurait été contacté pour tuer Ramazzini**

Un ex-membre de l'ancien État-major présidentiel (EMP) assura qu'il fut contacté par un groupe non identifié pour tuer l'évêque de San Marcos, Álvaro Ramazzini. Une source venant du gouvernement confia qu'on proposa à l'ex-militaire de tuer le religieux en échange de cinquante mille dollars.

Cependant, l'ex-membre de l'EMP préféra communiquer la proposition au gouvernement. Il jouit maintenant d'une protection afin d'être témoin dans ce cas de complot en vue d'assassiner.

Le témoin dénonça aussi le plan au Bureau de l'ombudsman des droits de la personne (PDH) qui alerta immédiatement le ministère de l'Intérieur à ce sujet. Pour le moment, il a été décidé de doubler la sécurité de l'évêque, dont la famille sortit du pays avant même que cet événement n'eût lieu.

### **Le PDH demande à la CIDH des mesures de précaution pour les dirigeants indigènes**

Le Bureau de l'ombudsman des droits de la personne (PDH) sollicita des mesures de sécurité à la Cour interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) pour la maïresse autochtone Dominga Vásquez et cinq autres dirigeants, contre qui pèse un ordre de capture, informa à Sololá Ovidio Paz, auxiliaire de l'instance humanitaire.

Paz exprima que l'initiative fut lancée en considérant le harcèlement dont ces dirigeants souffrent depuis la manifestation paysanne qui eut lieu à Sololá, le 11 janvier 2005. La manifestation qui s'opposait au transport d'une pièce de machinerie qui sera utilisée pour l'exploitation minière à San Marcos, causa un mort et plusieurs blessés.

### **PDH présente son rapport annuel au Congrès**

Jeudi le 27 janvier 2005, lors de la plénière du Congrès de la République, Sergio Morales Alvarado, du Bureau de l'ombudsman des droits de la personne (PDH), a présenté son rapport annuel circonstancié, soulignant qu'aucun progrès n'a été accompli dans son champ de compétences au cours de l'année 2004. L'ombudsman a signalé qu'une première année du gouvernement d'Oscar Berger n'a vu aucune amélioration en ce qui a trait à la majorité des droits fondamentaux de la population guatémaltèque. De graves violations des droits humains ont été enregistrées durant cette période. L'un des éléments soulignés par Morales comme étant parmi les plus graves a été la discrimination, présente à plusieurs niveaux, basée sur des facteurs tels la race, l'âge ou le sexe des individus.

L'ombudsman a souligné la nécessité de réitérer les Accords de paix afin de résoudre les conflits sociaux, et de créer des mécanismes de contrôle des armes, ces dernières étant responsables d'un nombre élevé de morts.

### **Violation du siège de l'organisation HIJOS**

Dimanche le 9 janvier 2005 au matin, des individus ont pénétré de force au siège de l'organisation Fils et filles pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence (HIJOS), situé dans la zone 1. Selon Raúl Nájera, membre de cette organisation, trois ordinateurs, contenant des archives d'enquêtes sur la pratique de la torture par l'armée, ont été subtilisés.

## Alerte à la bombe dans un bureau de défense des droits humains

Mardi le 11 janvier 2005, activistes et travailleurs du Centre d'action légale pour les droits humains (CALDH) ont dû abandonner leur lieu de travail dans la matinée; une voix anonyme les avait avertis qu'une bombe avait été placée sur les lieux et que l'engin allait exploser d'un moment à l'autre.

Cette nouvelle menace d'attentat a eu lieu seulement quelques jours après une entrée par effraction dans les bureaux de l'organisation Fils et filles pour l'identité et la justice contre l'oubli et le silence (HIJOS). De plus, des membres des ex-patrouilles d'autodéfense civile (PAC) ont également lancé l'avertissement de possibles oppositions à quelque manifestation sociale qui s'opposerait au paiement d'une compensation financière aux ex-PAC.

## Attaques et menaces de mort contre des militants pour les droits humains persistent

Dans la nuit du jeudi 20 janvier 2005, un groupe d'hommes vêtus de passe-montagnes s'est violemment introduit dans la résidence de Gumercindo Argueta, coordonnateur du projet de Récupération de la mémoire historique (REMHI), située à El Tejar, Chimaltenango. Les malfaiteurs ont frappé l'épouse d'Argueta et ont asphyxié sa fille, Yira Argueta Lopez, 2 ans.

Un autre cas a également été rapporté, celui de la capture temporaire de Carlos Chen, dirigeant de l'Association pour le développement intégral des victimes dans la région des Verapaz (ADIVIMA). Cet événement semblerait découler de l'appui qu'ADIVIMA donna aux activités des paysans touchés par la centrale hydroélectrique *Chixoy*. Le 8 septembre 2004, les fermiers affectés par le barrage avaient signé un accord avec l'Institut national de l'électricité (INDE), dont les conditions n'ont depuis jamais été remplies.

Amnistie internationale rapporte que le 14 janvier 2005, à Escuitla, des inconnus ont aspergé de gazoline la voiture de Makrina Gudiel, activiste au sein de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), avec l'intention de la faire brûler vive. Elle a cependant réussi à s'échapper du véhicule et se trouve présentement dans un lieu non divulgué.

Le Mouvement national de protection des droits humains et Amnistie internationale ont exigé une intervention du gouvernement afin de garantir la sécurité des activistes et mili-

tants pour les droits humains; ils demandent également que les autorités condamnent cette récente attaque et les autres intimidations dénoncées.

## Nouvelle de dernière heure

### Adoption de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis

*Inforpress, 11 mars 2005*

L'adoption de l'Accord de libre-échange (TLC) avec les États-Unis a été le cheval de bataille du Congrès de la République cette semaine. Les députés en faveur ne cachèrent pas leur empressement à ratifier l'accord, et le refus de certains secteurs de la société civile, qui maintiennent depuis le 8 mars dernier leurs marches et protestations dans les rues du centre historique, importa peu. Finalement, le 10 mars, l'accord fut adopté en session d'urgence. Pendant ce temps, à l'extérieur du Congrès, manifestants et forces policières se disputaient le troisième jour d'affrontements avec pour résultat quelques blessés et policiers consignés. Les secteurs s'opposant à l'accord ne resteront cependant pas les bras croisés ; en plus de continuer les protestations et d'annoncer une grève nationale prévue pour le 14 mars, ils assurèrent qu'ils interposeraient un recours d'inconstitutionnalité contre la décision.

## Nouvelles du Nord

### ¿QUÉ PASA EN EL P.A.?

#### Activités d'éducation

En ce début d'année 2005, les comités universitaires ont multiplié les kiosques d'information pour faire connaître le PAQG et l'accompagnement au Guatemala. Cinq kiosques ont été tenu à l'UQAM, dont un lors de la Journée carrière internationale en droit et politique. Un prochain kiosque est prévu lors de la Semaine du tourisme à la fin du mois de mars et lors de la Journée des droits des réfugiés. Le comité de l'Université de Montréal a également tenu des tables d'information en début de semestre et lors de la Semaine interculturelle. Des membres du comité ont de plus été présents à la Journée coopération internationale de l'École Polytechnique. Nous avons aussi participé à la Journée carrière de la faculté de droit de l'Université McGill et à celle du Collège Mérici à Québec.

Les activités d'éducation, visant à faire connaître la situation politique et sociale du Guatemala, se sont rendues jus-

qu'à La Pocatière grâce à Annie Pelletier. En effet, elle a organisé un midi-conférence au Cégep de La Pocatière pour parler de son expérience ainsi que de la situation qu'a vécu et que vit toujours le peuple guatémaltèque. Deux membres du PAQG, dont une ancienne accompagnatrice, se rendront dans une polyvalente à St-Jean d'Iberville pour rencontrer quatre classes d'étudiants.

Du côté de la présentation de documentaires, le film *Le Pays hanté* sera présenté aux étudiants de l'option Sens du Cégep de St-Laurent. Mateo Pablo sera présent pour échanger avec les étudiants.

Notre exposition itinérante de photographies *Lutte contre l'impunité et accompagnement international au Guatemala* poursuit son chemin à travers le Québec. En janvier, elle a été présentée au Cégep de Jonquière et, en février, au Cégep d'Alma. Elle est actuellement exposée au Bistro-Terrasse des Moulins du Musée d'histoire du Sault-au-récollet situé dans le parc-nature de l'Île de la Visitation (10 897, rue du Pont). Un dévernissage aura lieu le jeudi 17 mars, sous forme de 5 à 7. Une carte du site est disponible sur le site de Cité Historia <http://www.citehistoria.qc.ca/musee.htm>. L'exposition se rendra par la suite à Joliette au Café-bar L'Asile (55 rue St-Charles Borromé Sud). En collaboration avec le CRÉDIL, un vernissage sera organisé le mardi 29 mars à partir de 19h00. Si vous avez des idées sur de nouveaux lieux où l'exposition pourrait être présentée, contactez-nous !

Une autre exposition s'en vient à grands pas. *Panzós, 25 ans plus tard...*, sera présentée du 18 au 29 mai à l'Espace 306 de l'Édifice Belgo (372, rue Ste-Catherine Ouest). Cette exposition de photographies et de toiles d'un jeune artiste guatémaltèque, réalisées à partir de témoignages et des conclusions d'une commission de l'ONU, raconte l'histoire du massacre de *Panzós* qui a eu lieu sous la présidence du général Kjell Laugerud García. En effet, le 29 mai 1978, lors d'un rassemblement paysan, l'armée guatémaltèque avait ouvert le feu sur les manifestants *q'eqchi'es*, faisant une soixantaine de morts.

### Accompagnement au Guatemala

La tenue de nombreux kiosques en janvier nous a permis de rassembler douze personnes pour une soirée d'information en janvier. Une prochaine soirée d'information est prévue le mercredi 30 mars 2005 à 19h00. Une formation pour les futurs accompagnateurs s'est déroulée du 18 au 21 février et cinq personnes y ont participé. Actuellement, deux accompagnateurs québécois sont sur le terrain et un nouvel accompagnateur complètera sa formation au Guatemala en mars.

### Assemblée générale annuelle

Le samedi 12 février 2005 a eu lieu l'assemblée générale annuelle des membres du PAQG. Vingt-cinq personnes étaient présentes. Ce fut l'occasion de faire un retour sur ce qui s'est passé au cours de la dernière année tant au Guatemala qu'au Québec et de parler de la planification pour l'année 2005. L'assemblée a été suivie d'un repas communautaire très agréable.

Bienvenue aux nouveaux membres du conseil d'administration ! Ce dernier est maintenant composé de Pierre-Olivier Marcoux, Soel Rodas, Kévin Coulombe, Anne-Louise Fortin, Marie-Eve Beauséjour, Maryse Laurence et Antonio Braggio. Ils ont tous été élus pour un mandat d'un an.

### Soirée bénéfice

Cette année encore, nous comptons organiser une soirée bénéfice pour contribuer au financement du PAQG. Cette soirée aura lieu au Petit Campus le 27 avril 2005. Un comité a été mis sur pied et il est ouvert à tous les membres et bénévoles qui voudraient aider à la préparation, à la vente de billets ou au déroulement même de la soirée. Si vous avez un peu de temps à donner, faites-nous signe !

### Autres renseignements

Le début de l'année rime aussi avec renouvellement de la cotisation des membres. Si vous n'avez pas déjà renouvelé la vôtre et que vous désirez le faire, un formulaire se trouve à la dernière page de cette revue. Pour tous ceux et celles pour qui c'est déjà fait, merci beaucoup !

## Ont participé à cette revue

### *Rédaction*

*Christian Macé, Karen Hamilton,  
Alissa Lauriault*

### *Traduction*

*Nicolas Bergeron, Laurent Corbeil,  
Annie Lapalme, Nelly Marcoux,  
Florence Riel St-Pierre, Nathalie Vallée*

### *Correction*

*Nathalie Brière, Marie-Pierre Chazel,  
Laurent Corbeil, Annie Lapalme,  
Nelly Marcoux, Florence Riel St-Pierre*

### *Mise en page*

*Florence Riel St-Pierre*

## Projet Accompagnement Québec Guatemala.

**Don.** Je désire appuyer l'action du Projet Accompagnement Québec-Guatemala par un don de \_\_\_\_\_ \$

**Cotisation annuelle.** Je désire adhérer ou renouveler mon adhésion comme membre du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG). En devenant membre du PAQG vous recevrez par courriel notre revue d'actualité, les actions urgentes et les invitations à participer à nos activités.

- membre sympathisant (20\$ ou plus) \_\_\_\_\_ \$
- membre bénévole (10\$ ou plus) \_\_\_\_\_ \$ et m'impliquer dans les activités suivantes:
  - Comité de la revue d'actualité     Soutien à la coordination
  - Comité des actions urgentes     Financement
  - Éducation et sensibilisation
- membre institutionnel (30\$ et plus) \_\_\_\_\_ \$ (*pour les associations et les institutions*)

Je désire participer à une formation pour accompagnateur / trice

Je désire faire de l'accompagnement physique. Précisez vos disponibilités: du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

Prénom, nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Province : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Tél : (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

SVP, retournez ce formulaire et votre chèque au **Projet Accompagnement Québec-Guatemala** : 660 Villeray, bureau 2,115, Montréal, (Québec), H2R 1J1